

23 février 2007 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Point de presse conjoint de M. Jacques Chirac, Président de la République, et de Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, notamment sur l'avenir de l'Union européenne, les relations franco-allemandes, et sur la restructuration d'Airbus, à Meseberg le 23 février 2007.

LA CHANCELIERE - Mesdames, Messieurs, je suis heureuse de vous rencontrer, aujourd'hui, à Meseberg. C'est la première rencontre officielle dans cette nouvelle maison d'hôtes du gouvernement fédéral. Je suis très heureuse d'y accueillir aujourd'hui le Président de la République. Nous avons choisi ce lieu il y a déjà longtemps. Les relations particulières entre nos deux pays trouvent leur expression symbolique dans le fait que le Président de la République, M. Jacques Chirac, est notre premier hôte étranger, mais aussi notre premier hôte tout court, dans cette résidence pour les hôtes de marque. Nous sommes heureux d'accueillir la délégation française, avec le ministre des Affaires étrangères, et nous sommes heureux d'organiser cette réunion de Blaesheim, ici. Nous remercions la population et le maire de cette ville, qui nous a si chaleureusement accueillis.

Naturellement, nous avons abordé de nombreuses questions, compte tenu des enjeux bilatéraux, mais aussi compte tenu de la présidence allemande de l'Union européenne. Nous avons beaucoup parlé d'EADS, d'Airbus. Nous avons dégagé une position commune que nous allons mettre en oeuvre à l'avenir. Je voudrais rappeler qu'Airbus et EADS sont, depuis longtemps, un projet politique dont les piliers sont la France et l'Allemagne. Nous avons réussi à donner à l'Europe une position dans l'industrie aéronautique et aérospatiale à l'échelle mondiale. C'est l'exemple d'un succès. Aujourd'hui, nous assumons cette responsabilité. Voilà pourquoi nous avons parlé des difficultés actuelles, des difficultés économiques et nous avons dit clairement que, dans notre responsabilité politique, il ne nous appartient pas de prendre des décisions économiques. Il convient de continuer le partenariat qui caractérise ce projet. Il faut que les décisions nécessaires qui servent à renforcer la compétitivité de l'entreprise soient mises en oeuvre. Les chances et les sacrifices que cela implique doivent être répartis équitablement entre nos deux pays. Nous sommes absolument convaincus qu'Airbus et EADS forment un projet qui doit être, à l'avenir, accompagné par la France et l'Allemagne, et que les décisions nécessaires doivent être prises par l'entreprise.

Ceci traduit aussi un engagement résolu en faveur de ce projet de la part des Européens et, en particulier, de la France et de l'Allemagne. Nous savons que cela implique des incertitudes pour les hommes et les femmes dans nos deux pays, mais le rôle des Etats n'est pas de se substituer aux entreprises. Nous devons dire clairement, dans un moment de difficultés, que nous avons la volonté politique de faire avancer ce projet européen qui connaît tant de succès. Il faut que les mesures sociales, les mesures technologiques, soient prises d'une manière équitable dans nos deux pays.

Nous avons parlé des dossiers internationaux, en particulier du processus de paix au Proche-

Orient. Nous avons parlé des prochains dossiers européens, notamment la préparation du Conseil européen des 8 et 9 mars. Le Président de la République a accueilli la Conférence sur le climat à Paris et avait, à cette occasion, dit clairement ce qui, pour nous, est extrêmement important : à savoir que les changements climatiques sont un des principaux défis pour la planète. Nous sommes d'accord pour que, lors du prochain Conseil européen, nous disions que l'Union européenne est prête à apporter sa contribution à la lutte contre les changements climatiques. Bien sur, nous invitons tous les autres partenaires dans le monde à apporter leur contribution. La présidence allemande du G8 va également, avec la France, aller dans ce sens. Les émissions de gaz à effet de serre de l'Europe sont de 15% et 85 % de ces émissions sont produites ailleurs qu'en Europe. Voilà pourquoi la lutte contre les changements climatiques ne sera pas possible sans les Etats-Unis et sans la Chine et l'Inde. Je crois que la France et l'Allemagne joueront un rôle très constructif, en commun, au Conseil de l'Union européenne. Et je voudrais formuler mes remerciements à la France pour le soutien apporté à la présidence allemande.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs, Madame la Chancelière, je voudrais tout d'abord vous féliciter pour cette remarquable réalisation du château de Meseberg, que nous avons trop rapidement visité ce matin. Je sais la part personnelle que vous avez prise, notamment dans la décoration, qui est faite avec un goût extrêmement raffiné. Je voudrais vous dire mes félicitations et combien je suis sensible au fait d'être le premier de vos hôtes étrangers à bénéficier de cette hospitalité. C'est sans aucun doute un souvenir qui restera inscrit dans mon coeur. Je voudrais, après vous, remercier la population de Meseberg et, en particulier, le maire, que nous avons salué ce matin, qui a fait le nécessaire pour nous accueillir avec beaucoup de cordialité et de gentillesse.

Avant de compléter les propos que vous avez tenus, et auxquels je souscris sans réserve, sur les différents sujets que nous avons abordés, je voudrais rappeler, c'est un problème auquel la France est particulièrement sensible, que voici cinq ans jour pour jour, commençait le drame de notre compatriote, Mme Ingrid BETANCOURT, et de Clara ROJAS. C'est l'occasion pour moi de leur adresser -je sais que Madame la Chancelière s'est associée à ce sentiment-, ainsi qu'à leur famille et leurs proches, un témoignage d'amitié, de soutien et de solidarité. La France n'oublie pas. Les autorités françaises sont pleinement mobilisées pour qu'un terme soit mis à ce drame le plus tôt possible. Je suis tout à fait déterminé à poursuivre ces efforts jusqu'à la libération d'Ingrid BETANCOURT et des autres otages. Je voudrais remercier Mme Yolanda PULECIO-BETANCOURT, à qui j'avais adressé une lettre à cette occasion et qui très gentiment m'a répondu pour m'exprimer ses remerciements.

Les discussions, aujourd'hui, ont porté sur l'avenir de l'Union européenne. Ce projet d'Union européenne est vital. Il incarne une idée forte : la nécessité d'avoir, sur l'ensemble du territoire européen, au sens large du terme, la garantie et l'assurance, pour l'avenir, de la paix et de la sécurité, de la stabilité et de la démocratie. C'est l'objectif principal qui a conduit essentiellement, au départ, la France et l'Allemagne, à surmonter les drames de l'histoire, leurs affrontements historiques, et à se mettre ensemble pour affirmer que rien ne devait être sous-estimé pour imposer la paix et la démocratie sur l'ensemble du continent européen. Cela a été le début de l'histoire européenne. Cela explique, je crois, que la France et l'Allemagne ont un rôle un peu particulier dans cette grande aventure, et une responsabilité. A chaque fois que la France et l'Allemagne ont eu des divergences de vues, dans les années passées, l'Europe s'est arrêtée et chaque fois que la France et l'Allemagne ont poursuivi leur chemin vers l'Europe, la main dans la main, l'Europe a progressé. Par conséquent, il y a là une réalité qui dépasse très largement toutes les difficultés, tous les problèmes qui peuvent naître de cette coopération franco-allemande. Cette coopération est vitale pour l'Europe, et nous l'assumons avec détermination. Cela nous conduit, en particulier, à une coopération dans tous les domaines, et à faire en sorte que, chaque fois qu'il y a un problème, nous trouvions une solution qui soit aussi sage et aussi bien répartie que possible.

C'est un peu ce qui s'est passé récemment, et la Chancelière l'a très remarquablement exposé, avec l'affaire Airbus. La situation de l'entreprise, la concurrence de Boeing, ont créé un problème qui exigeait de mettre en oeuvre un certain nombre de réformes. Ces réformes nous sommes

qui exigent de mettre en oeuvre un certain nombre de réformes. Ces réformes, nous sommes déterminés à les conduire. Mais elles doivent être définies et mises en oeuvre par l'entreprise elle-même. Cela, nous en sommes bien d'accord. Nous avons simplement indiqué que nous souhaitons, en tant que les deux Etats principaux concernés, qu'elles soient marquées par quelques principes simples : la solidarité, bien sur, mais également l'équité, sur le plan social et sur le plan technologique. Cela suppose en particulier que l'on prenne en considération le fait que, quand on parle de réformes, on parle en réalité du sort d'hommes, de femmes et d'enfants, qui vivent quotidiennement de la capacité qu'ils ont à travailler dans cette entreprise. Par conséquent tout ce qui touche la mise en cause de l'emploi est quelque chose qui va au-delà des problèmes des uns et des autres, cela touche en réalité la vie même de familles, et cela doit être infiniment respecté.

D'où notre détermination à ce que, en termes d'emploi, comme en termes de technologie, il y ait une parfaite équité dans la répartition des conséquences. Mais qu'également il n'y ait aucun licenciement sec. C'est quelque chose qui a été clairement indiqué. Et qu'aucune suppression de site ne soit organisée et compensée. Voilà le fondement même de l'accord que nous avons passé, sans difficultés d'ailleurs, et qui s'exprime au travers d'un communiqué que nous avons arrêté et signé ensemble. Il marque notre complet accord sur la solution qui doit être prise par l'entreprise, qui est responsable naturellement de ses propres décisions - c'est à l'entreprise de décider - et qui est conforme à des principes que la France et l'Allemagne - ainsi d'ailleurs que les autres pays concernés - ont rappelés dans ce communiqué.

Nous avons également évoqué la préparation du Conseil européen et le dossier de l'énergie. Je n'ajouterai rien à ce qu'a dit la Chancelière. Je tiens d'abord à la remercier pour l'accord qui a pu être trouvé le 15 février sur la question de la séparation patrimoniale des activités de production et de transport de gaz et d'électricité. Pour tout ce qui touche à la détermination qui doit être mise en oeuvre pour lutter contre les différents effets climatiques que nous observons et que le GIEC a dénoncés, avec beaucoup de précision, tout récemment. Je partage totalement les objectifs qui ont été fixés par la Chancelière. Des objectifs ambitieux et contraignants de maîtrise des émissions de CO<sub>2</sub>. L'objectif de travailler au système international de l'après-Kyoto, de mettre sérieusement à l'étude l'idée d'une taxe sur le carbone, et de préparer une politique européenne d'investissement dans l'énergie. Sur tous ces points, nous avons une parfaite cohérence entre l'Allemagne et la France.

Nous avons également évoqué les problèmes internationaux et, en particulier, la situation au Proche et Moyen-Orient au sens large du terme, y compris l'Afghanistan et l'Iran. S'agissant du Liban, face au risque de déstabilisation, il nous a paru qu'il était essentiel que les Libanais surmontent leurs divisions par le dialogue, afin que l'exigence de justice soit satisfaite, notamment par la mise en place d'un Tribunal à caractère international. Que le gouvernement puisse fonctionner normalement et que l'unité du pays soit assurée dans l'intérêt de l'ensemble de la population du Liban.

QUESTION - S'agissant des restructurations à Airbus, pouvez-vous nous dire quand les salariés pourront obtenir des réponses claires ? Et quelles sont vos réactions au rapport de l'AIEA sur l'Iran ?

LA CHANCELIERE - Pour ce qui est de la répartition équitable des sacrifices et des chances pour l'avenir chez Airbus, cela recouvre deux choses : d'une part, des erreurs ont été commises qui imposent des restructurations et, comme vient de le dire le Président de la République, qui concernent directement la vie d'hommes, de femmes et d'enfants. Donc nous voulons une répartition équitable des sacrifices. S'agissant des chances pour l'avenir, il s'agit des nouvelles technologies, comme des systèmes compacts qui sont en cours de développement. Et là nous voulons aussi une répartition équitable entre les deux pays, sur la durée. Nos deux pays, qui sont les deux principaux pays partenaires, il ne faut pas oublier l'Espagne et la Grande-Bretagne, ont prouvé qu'ils avaient, ces dernières années, les capacités adéquates. Mais vous comprenez bien que nous ne prenons pas de décisions d'entreprise. Nous saluons l'intention de l'entreprise d'annoncer ses décisions d'ici au 9 mars. J'ai toujours considéré que ce genre de projet doit être examiné très attentivement, de manière très réfléchie, très soupesée. Nous ne voulons pas nous

retrouver après-demain dans la même situation. La compétitivité de l'entreprise est absolument prioritaire. Ce qui est important pour ce projet, c'est de montrer clairement, sur le plan politique, que non seulement nous voulons la poursuite de ce projet, mais que nous y croyons. Il y a une reconnaissance accordée dans le monde entier aux produits de l'entreprise. En tout cas, les décisions économiques précises ne seront pas prises aujourd'hui à Meseberg.

A propos de l'Iran, je pourrais peut-être dire ceci : d'une part, la porte reste ouverte à des négociations avec l'Iran £ et d'autre part, nous avons vu que le nouveau rapport de l'AIEA montre que l'Iran ne respecte pas ses engagements. Donc, il faut se féliciter que l'on continue à privilégier la procédure des Nations unies au Conseil de sécurité. C'est là qu'il faudra continuer de discuter. Nous préférierions ne pas être obligés de saisir à nouveau le Conseil de sécurité et que l'Iran profite de l'occasion pour faire enfin quelque chose de concret en réponse à nos offres, à nos propositions. Je le répète, la porte est ouverte à l'Iran. Notre intérêt est que les Iraniens, qui ont une vie difficile, puissent bénéficier des chances du XXIème siècle, et cela suppose un leadership politique qui travaille au service des hommes.

LE PRESIDENT - Je n'ai rien à ajouter, sur ces deux points, à ce que vient de dire la Chancelière.

QUESTION - L'harmonie que vous affichez n'existe pas chez Airbus. Les Allemands accusent les Français de vouloir garder les technologies d'avenir £ les Français reprochent aux Allemands de bloquer le plan de redressement. Quelle est votre position à cet échange de critiques ?

LA CHANCELIERE - Tout d'abord, nous assumons notre responsabilité politique. Et si cette responsabilité politique est exemplaire, tant mieux, cela encouragera les autres à résoudre de concert les problèmes. Face à des restructurations aussi difficiles, qu'il y ait des débats au sein de l'entreprise, c'est bien naturel. C'est probablement la même chose dans une entreprise purement allemande ou purement française. Rappelez-vous un certain nombre de restructurations en Allemagne où les dirigeants, les délégués du personnel, les différents services de l'entreprise se battaient pour défendre leurs intérêts. Je crois que c'est un processus normal dans une situation aussi difficile que celle que connaît l'entreprise. Il ne faut pas abuser de ce processus, c'est cela notre message politique, pour essayer d'enfoncer un coin entre nos deux pays. Sur le plan politique, nous sommes tout à fait d'accord, parce que ce serait la pire chose pour l'entreprise, et pour les salariés de nos deux pays, si l'Allemagne et la France n'assumaient pas ensemble ce pilotage d'Airbus. Et je crois, après avoir rencontré la direction d'Airbus qu'elle est parfaitement consciente de cette responsabilité...

LE PRESIDENT - ...et qui en tirera toutes les conclusions dans un délai maintenant très rapide.

QUESTION - Qu'entendez-vous par équité ? S'agit-il d'une équité arithmétique, dans la mesure où il y a plus de salariés en Allemagne qu'en France ?

LE PRESIDENT - Le problème concerne d'abord la direction de l'entreprise. Vous avez évoqué le principe d'équité. Nous considérons que, dans l'état actuel des choses, s'il doit y avoir des sacrifices, ils doivent, d'une part, tenir compte du fait qu'il ne s'agit pas de pions mais de familles £ deuxièmement, ils doivent s'inscrire dans le cadre d'un dialogue social fort £ et troisièmement, il faut que chacun prenne sa part du fardeau, ou des conséquences du fardeau. Je crois que les premières propositions qui avaient été faites, et qui n'ont pas encore été retenues par le conseil d'administration, respectaient ce principe d'équité, puisque la France était un peu plus pénalisée dans le problème des reconversions que l'Allemagne. Nous souhaitons donc que ce principe d'équité soit maintenu, et, je le répète, il doit s'inscrire dans le cadre d'un dialogue social fort et responsable.

LA CHANCELIERE - Et puis, il faut naturellement garantir, comme je le disais, que, dans un ou deux ans, on ne se retrouve pas devant un problème comparable. Il n'y a que l'entreprise qui saura garantir sa compétitivité.

QUESTION - Est-ce vraiment utile pour Airbus que la grande politique s'occupe de cette crise ?

LE PRESIDENT - Cela dépend de ce que vous appelez la grande politique. Il appartient aux Etats concernés et responsables d'affirmer un certain nombre de principes. Certainement pas d'imposer des solutions qui sont, je le répète, de la compétence de sa direction. Pour ma part, je trouve que les propositions faites par M. GALLOIS sont des propositions raisonnables et

responsables. Mais il appartient aux Etats de préciser les principes généraux qui doivent être respectés et que j'évoquais tout à l'heure.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez évoqué tout à l'heure le sort d'Ingrid BETANCOURT, et vous avez dit que la France était pleinement mobilisée. Comment comprenez-vous alors les critiques de sa fille, qui dit qu'il n'y a aucune volonté politique en France pour la libération de sa mère ?

LE PRESIDENT - Je comprends, d'abord, les critiques, quelles qu'elles soient, venant d'une jeune femme qui se trouve devant cette situation. Je vous ai dit tout à l'heure que j'avais eu l'occasion d'écrire à Mme BETANCOURT, qui m'a répondu ce matin même, et qui n'a pas formulé les critiques auxquelles vous faites allusion. A partir du moment où ce problème n'a pas été encore résolu, et ne peut l'être, en réalité, que dans le cadre d'un échange humanitaire en zone démilitarisée, je comprends parfaitement qu'un enfant ne puisse pas comprendre que l'on n'ait pas pu faire quelque chose pour résoudre le problème. Je dis simplement que tout ce que l'on a pu faire a été fait avec autant d'intelligence que possible, autant de coeur que possible, mais malheureusement n'a pas réussi. Mais cela ne nous décourage pas un seul instant. Je peux parfaitement comprendre les critiques, surtout quand elles sont motivées par le coeur. Ce que je peux vous dire, c'est que ce n'est pas de nature à nous décourager le moins du monde dans la poursuite de l'objectif que nous recherchons.

QUESTION - Monsieur le Président de la République, vous avez souligné tout à l'heure l'importance des relations franco-allemandes. Vous aurez peut-être -ou non- encore une rencontre de type Blaesheim avant la fin de votre mandat. Quel est le message que vous adressez à votre successeur et, quel que soit le futur président, avez-vous confiance dans la poursuite des relations franco-allemandes telles qu'elles se sont développées ces dernières années ?

LE PRESIDENT - C'est une question qui touche à l'essentiel. Je crois que ce qui est en jeu, ce n'est pas la défense d'intérêts nationaux, qui doivent être défendus, c'est le rôle des Etats. Il y a quelque chose de plus important encore, qui est le respect de l'homme. Qui se traduit par la défense de la démocratie et de la paix. Nous sommes, entre Français et Allemands, hélas, bien conscients des conséquences de nos actes. Quand nos parents disaient : « plus jamais ça », ils avaient raison et c'était leur manière à eux d'exprimer l'obligation pour les Européens de s'entendre et, d'abord, pour les deux grandes puissances que sont l'Allemagne et la France, de ne plus jamais se mettre dans la situation d'avoir à s'affronter. Ce principe est naturellement valable pour l'ensemble de l'Europe. C'est pourquoi je suis persuadé que, quelle que soit l'évolution des choses et des hommes, dans l'avenir, il y aura forcément cette réalité qui s'imposera, c'est-à-dire le respect de la stabilité, de la démocratie et de la paix. C'est une exigence qui ne peut être satisfaite que par une organisation européenne qui rende impossible de déroger à cette exigence. Je suis persuadé que, quels que soient les dirigeants en France, en Allemagne, ou ailleurs en Europe, cette réalité s'imposera.

LA CHANCELIERE - Je voudrais ajouter que je viens d'expliquer au Président que j'ai grandi à une quarantaine de kilomètres d'ici. J'étais plus proche et plus concernée par la frontière polonaise, jusqu'à mes 35 ans. Puis, vint l'unité allemande. Lorsqu'au 1er janvier de cette année, au début de la Présidence allemande, j'étais en Sarre, j'ai de nouveau pris conscience de ce qui s'était passé. Tout d'abord, je me suis demandée pourquoi aller en Sarre, au début de la Présidence de l'Allemagne ? Puis, j'ai compris qu'il y a cinquante ans, il y avait eu un vote là-bas, où la population a rejeté un statut qui avait été élaboré par des responsables politiques français et allemands. Pourtant, il n'y a pas eu de crise, suite à ce vote. C'était peu après la Seconde guerre mondiale.

A l'époque déjà, il y avait un socle suffisamment stable qui a permis de trouver la voie permettant aux Sarrois d'obtenir le résultat qu'ils appelaient de leurs vœux, tout en poursuivant, et même accélérant, le processus européen. Quelques mois plus tard, était signé le Traité de Rome. Ce qui a été accompli à cette occasion, je le dis, moi qui ai un autre passé, qui suis un peu plus jeune, nous donne une obligation. J'écoute toujours le Président CHIRAC car il a une très longue expérience, de ce qui peut se passer dans la relation franco-allemande. Mais le risque de difficultés est toujours là et c'est notre responsabilité de dire aux Allemands et aux Français

de difficultés est toujours là et c'est notre responsabilité de dire aux Allemands et aux Français que nous avons connu souvent des difficultés, mais la force politique et la raison politique ont toujours permis d'arriver à de bons résultats, pour nous et pour l'Europe. C'est dans cet esprit que nous voulons continuer.

LE PRESIDENT - C'est la voix de la sagesse qui vient de s'exprimer.